

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS
DU JEUDI 3 MARS 2023

Présents : Monsieur Benoît DIGEON – Madame Françoise CHESNOY – Madame Dominique BABIN –
Madame Eline LEROY – Monsieur Bruno NOTTIN – Monsieur Florian BRUCY –
Monsieur Francis CHAMBON – Madame Gisèle DISDIER – Madame Annie GUET.

A donné procuration : Madame BOURRY Caroline à Monsieur Benoît DIGEON.

Absente excusée : Madame Sandrine PERRIN.

Secrétaire : Madame CRAVAGEOT Sophie

Ouverture de séance à 17 h 00

Monsieur Benoît DIGEON, Président du Conseil d'Administration, constatant que le quorum est atteint, ouvre la séance.

Rappel de l'ordre du jour :

1. Procès-verbal du Conseil d'Administration du 08 décembre 2022
2. Rapport d'Orientation Budgétaire 2023
3. Modifications relatives au règlement des congés du CCAS
4. Modification des conditions et des modalités d'octroi du Forfait Mobilités Durables du CCAS de Montargis
5. Barème aide alimentaire 2023
6. Téléassistance 2023 : participation du CCAS
7. Dossiers d'aide sociale
8. Domiciliations
9. Aides sociales facultatives
10. Informations / Questions diverses

1. Procès-verbal du Conseil d'Administration du 8 décembre 2022

Le Conseil d'Administration,

Approuve, à l'unanimité des membres présents et représentés, le **procès-verbal du Conseil d'Administration du 8 décembre 2022.**

2. Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

Le Président rappelle que la loi du 6 février 1992 fait obligation d'organiser un débat d'orientation budgétaire, dans les 2 mois qui précèdent le vote du budget.

Il donne la parole conjointement à la Vice-Présidente et à la Directrice pour présenter le dossier « Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 » qui a été transmis à tous les membres du CA. Il est constitué de deux parties : d'une part, le bilan des activités 2022 et les perspectives 2023, d'autre part, les budgets du CCAS.

Au cours de la présentation, les précisions suivantes ont été demandées par :

Madame LEROY sur

- Le dispositif « Pass Cinéma » : la directrice précise qu'il correspond à quatre tickets de cinéma par an à raison d'un ticket par trimestre, mobilisables pour les usagers qui sont suivis par le CCAS dans le cadre du référencement RSA.
- Les organismes en charge du suivi des personnes au RSA à MONTARGIS : la directrice indique que les personnes peuvent être suivies par l'Agence Départementale des Solidarités, le CCAS ou des associations spécialisées telle qu'ESPACE.
- La typologie des foyers bénéficiaires de l'aide alimentaire du CCAS et résidant dans un des QPV de Montargis : la directrice précise que 65% sont des personnes seules, 22% des familles monoparentales, et 13% des couples avec enfants.
- La nature des violences identifiées par le Centre de Santé Sexuelle : la directrice souligne qu'il s'agit aussi bien de violences intra familiales, sexuelles que de violences scolaires tel que le cyber harcèlement.

Monsieur NOTTIN sur

- Le nombre de secours exceptionnels de plus de 300€ accordés : La directrice rappelle que les aides facultatives du CCAS n'interviennent qu'après avoir mobilisé les aides du droit commun, travail quotidien des travailleurs sociaux dans le cadre de l'accès aux droits.
- Les modalités de réalisation de l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) : la Directrice précise que trois cabinets d'étude spécialisés dans ce type d'étude seront prochainement consultés sur la base d'un cahier des charges.
- L'explication de la baisse du taux d'occupation du SSIAD par rapport à 2021 : la Directrice souligne que la baisse du taux d'occupation s'explique par plusieurs facteurs : un très fort taux de rotation de la patientèle (54%), une augmentation des prises en soins de patients GIR 1 et GIR2 qui nécessitent des interventions plus complexes (soins, temps,...) et une stabilisation des effectifs du SSIAD qui n'est intervenue qu'au second semestre 2022, au regard des mouvements de personnels soignants enregistrés depuis 2021.
- La poursuite de l'inscription du SSIAD dans la dynamique partenariale locale : La Directrice confirme que le SSIAD doit continuer d'être à l'initiative ou de s'inscrire dans des démarches partenariales pour favoriser des prises en charge globale et fluidifier le parcours des patients notamment lors des sorties d'hospitalisation.
- L'explication de la légère baisse des consultations du Centre de Santé Sexuelle au regard des besoins : La directrice précise que la baisse du nombre de jours d'ouverture du Centre en raison de plusieurs arrêts maladie des professionnels des intervenants explique cette légère baisse malgré les besoins.
- L'augmentation des interventions collectives des conseillères conjugales et familiales : La Directrice rapporte que le nombre de demandes d'intervention par les établissements augmente régulièrement en raison des besoins identifiés par les chefs d'établissement.
- La promotion des services du Centre de Santé Sexuelle auprès des communes de l'AME.
- La date de remise du rapport de la Cour des Comptes : Selon un planning prévisionnel établi par la Cour des Comptes, son rapport définitif sera remis en juin 2023.

- Les modalités de tarification du SSIAD en 2023 : la Directrice informe que la réforme de la tarification des SSIAD prévoit le passage d'un système de tarification forfaitaire par place à une tarification tenant compte du besoin en soins et du niveau de perte d'autonomie.

Le Président souhaite que soit étudiée la faisabilité de la préparation des repas par la cuisine centrale, dans le cadre du nouveau marché à passer, pour les prestations de portage de repas à domicile à compter du 01/10/2023.

Monsieur NOTTIN estime que les budgets du CCAS ne devraient pas dégager d'excédents et que « l'argent devrait être utilisé pour les personnes qui en ont besoin ».

Le Conseil d'Administration,

Après en avoir délibéré,

Approuve **les orientations budgétaires pour 2023.**

Vote :

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 1 (Bruno NOTTIN)

3. Modifications relatives au règlement des congés du CCAS

Le Président indique qu'il convient d'intégrer au règlement des congés du CCAS dans son chapitre « Congés pour activité syndicale » et sa partie « références », l'accord cadre qui instaure un service minimum pour le SSIAD, entériné par le conseil d'administration du 12 mai 2022, après avis du comité technique du 18 mars 2022.

Il rappelle que l'autorité territoriale a la possibilité d'instaurer un service minimum pour certains services publics locaux, dans un cadre négocié avec les organisations syndicales. Cet accord, issu des négociations, définit les prestations minimales dues ou des services concernés pour satisfaire les "besoins essentiels des usagers" et préserve "l'ordre public".

L'avis du CST sur ces modifications relatives au règlement des congés est réputé avoir été donné lors de sa séance du 16 février 2023.

Monsieur NOTTIN considère que cet accord porte atteinte au droit de grève.

Le Conseil d'Administration,

Après en avoir délibéré,

Approuve **les modifications relatives au règlement des congés du CCAS.**

Vote :

Pour : 8

Contre : 1 (Bruno NOTTIN)

Abstention : 1 (Eline LEROY)

4. Modification des conditions et des modalités d'octroi du « Forfait Mobilités Durables » du CCAS de Montargis

Le Président donne la parole à la Directrice qui précise que le décret n° 2022-1557, du 13 décembre 2022 modifie le décret n° 2020-1547, du 9 décembre 2020, relatif au versement du « Forfait Mobilités Durables » et fait évoluer ses modalités d'octroi. Il convient donc d'actualiser la délibération du Conseil d'Administration n°21-296 du 02 juillet 2021.

Sur les modes de transports éligibles :

Des types de transports ont été rajoutés :

- ✓ Engin personnel motorisé non thermique (trottinettes, mono-roues, gyropodes, hoverboards, ...)
- ✓ Utilisation des services de mobilité partagée :
 - Service de location ou de mise à disposition en libre-service de véhicules non thermiques, avec ou sans station d'attache et accessibles sur la voie publique,
 - Service d'autopartage de véhicules à faibles ou très faibles émissions (véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hydrogènes).

Sur le nombre minimal de jours d'utilisation d'un moyen de transport éligible :

Il a été réduit et est passé de 100 jours à 30 jours.

Sur le montant et la périodicité du versement :

Le forfait de 200 € annuel a été fractionné par palier en fonction du nombre de jours d'utilisation et augmenté jusqu'à 300 € :

- ✓ 100 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est comprise entre 30 jours et 59 jours,
- ✓ 200 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est comprise entre 60 jours et 99 jours,
- ✓ 300 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est d'au moins 100 jours,

Sur les Exclusions du dispositif :

Le versement du « Forfait Mobilités Durables » était exclusif du versement mensuel des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos, prévus par le décret du 21 juin 2010, maintenant ils sont cumulables.

En 2022, 4 salariées du CCAS ont bénéficié du « Forfait Mobilités Durables » de 200 € chacune (3 covoiturages et 1 vélo).

A la question de Madame LEROY sur les modalités de contrôle par la collectivité, la Directrice précise que la délibération du conseil d'administration du 02 juillet 2021 stipule que l'utilisation effective d'un mode de transport éligible au « forfait mobilités durables » fait obligatoirement l'objet d'un contrôle de la part de la collectivité.

En cas de covoiturage, l'agent produira :

- un état de suivi des déplacements à faire viser mensuellement par son responsable hiérarchique,
- une attestation sur l'honneur du covoitureur précisant ses nom et prénom, son domicile, le nom de son employeur, son lieu de travail, le nombre de jours travaillés sur l'année.

Pour l'utilisation d'un cycle et d'un cycle à pédalage assisté personnel, l'agent produira :

- un état de suivi des déplacements à faire viser mensuellement par son responsable hiérarchique.

La Directrice indique que cet état de suivi sera également demandé pour les nouveaux modes de transports éligibles.

Le Conseil d'Administration,

Après en avoir délibéré,

Approuve **les modifications des conditions et des modalités d'octroi du « Forfait Mobilités Durables » du CCAS de Montargis.**

Vote :

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

5. Barème de l'aide alimentaire 2023

Le Président donne la parole à la Directrice qui indique que le règlement des aides sociales facultatives du CCAS stipule qu'au 1^{er} janvier de chaque année, les montants des plafonds- correspondant aux restes à vivre

des ménages- seront réactualisés en adéquation avec les plafonds des Restos du Cœur, structure habilitée par le Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD).

Il est constaté pour 2023, une augmentation des plafonds « reste à vivre » des Restos du Cœur pour la campagne d'hiver 2022/2023 allant de 2 % à 34% pour des familles nombreuses.

Monsieur NOTTIN précise que selon lui, l'aide alimentaire devrait être gérée par le CCAS. Il estime que les plafonds du barème devraient être relevés de façon plus importante.

Le Conseil d'Administration,

Après en avoir délibéré,

Approuve **Barème de l'aide alimentaire 2023.**

Vote :

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 1 (Bruno NOTTIN)

6. Téléassistance 2023 : participation du CCAS

Le Président donne la parole à la Directrice qui rappelle que la délibération du 24 mars 2022 a fixé comme unique plafond de ressources à prendre en compte (précédemment il existait un barème), le minimum vieillesse, appelé aujourd'hui Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) et prévoit la révision de ce plafond au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'augmentation de ladite allocation.

Pour 2023, cette évolution correspond à 4.83% d'augmentation portant les plafonds à 1 291.54 € pour une personne seule et 2 181.91 € pour un couple.

A ce jour, 8 personnes bénéficient de ce dispositif.

Le Conseil d'Administration,

Après en avoir délibéré,

Approuve **le nouveau plafond de prise en charge de la téléassistance.**

Vote :

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

7. Dossiers d'aide sociale

Le Président donne la parole à la Directrice qui présente 8 dossiers d'aide sociale :

EHPAD : 3 dont 1 première demande et deux demandes de renouvellement.

Foyer pour personnes handicapées : 4 dont 3 demandes de renouvellement

Aide-ménagère : 1 demande.

La Directrice précise que la baisse du nombre de demandes d'aide sociale pour des aides ménagères s'explique par l'augmentation des sollicitations au préalable des caisses de retraite et de l'APA (allocation personnalisée d'autonomie).

8. Domiciliations

La Vice-Présidente observe que le nombre de personnes domiciliées au CCAS se maintient depuis le CA du 8 décembre 2022, bien qu'il y ait eu de très nombreuses demandes d'inscription. En effet, le service a également procédé à un nombre important de radiations.

Nombre de domiciliés :

- **Décembre 2022** : 413 (507 avec les ayants droit)
- **Janvier 2023** : 414 (508 avec les ayants droit)
- **Février 2023** : 421 (523 avec les ayants droit)

Depuis le CA suscité, 146 inscriptions ont donc été réalisées dont 86 nouvelles demandes.

Parmi les 139 radiations, 60 sont liées à des renouvellements, il y a donc 79 réelles radiations dont 27 pour accès à un logement stable (soit 34%).

9. Aides sociales facultatives

Le Président donne la parole à la Directrice qui précise que depuis le Conseil d'Administration du 8 décembre 2022, **4 familles** ont bénéficié d'un secours inférieur ou égal à 300 € :

- Pour régler les échéances de l'assurance voiture, afin de ne pas perdre la garantie. Personne sans revenu dans l'attente du paiement du droit à retraite. Demande de RSA faite en parallèle.

Soit un **montant de 189.69 €**

- Pour régler la facture d'achat et de pose d'une batterie pour la voiture afin de permettre à une personne en difficulté financière de rester mobile dans le cadre de son parcours d'insertion professionnelle (formation FAP imminente).

Soit un **montant de 150 €**

- Pour solder une facture de régularisation d'énergie et maintenir la puissance électrique, en complément d'une participation personnelle. En parallèle mise en place de la mensualisation et sollicitation des chèques Energie.

Soit un **montant de 100 €**

- Pour solder une facture de régularisation d'énergie, en complément d'une participation personnelle.

Soit un **montant de 245.21 €**

Pour un total de 684.90 €

10. Informations / Questions diverses

Le président donne la parole à la Directrice qui informe les membres du Conseil d'Administration :

1. Portage de repas à domicile

81 usagers (au 03 03 2023)

Moyenne d'âge : 82 ans

30 hommes – 51 femmes

95 % des clients interrogés dans le cadre de l'enquête de satisfaction 2022 sont satisfaits voire très satisfaits du service de portage de repas à domicile.

Nombre de repas livrés :

- En janvier 2023 : 1 627 repas
- En février (28 jours) : 1 503 repas

- En mars (prévisionnel) : 1634 repas

Il est constaté une légère augmentation du nombre de repas commandés/mois (Moyenne 2022 : 1 584, 75 repas /mois).

2. SSIAD

En février 2023, le taux d'occupation franchit les 80% ; 2 entrées ont été réalisées. La Directrice précise que c'est le 1^{er} mois depuis plus d'un an qu'il n'y a pas eu de sortie (en janvier 10 entrées et 10 sorties).

Sur les deux premiers mois, 9 682 passages ont été réalisés à domicile.

PROCHAIN CA : JEUDI 23 FÉVRIER 2023 à 17 H 00

La séance est levée à 18H20

**Benoît
DIGEON
Maire et Président du Conseil d'administration**